

## KARL KAISER

Université d'Harvard ; ancien directeur du German Council on Foreign Relations

Merci. Je ne peux parler pour l'Allemagne, je suis au mieux une voix allemande.

Je vais adresser trois points en plus de celui que vous venez de traiter. Tout d'abord, il ne fait aucun doute que cette crise est sévère et j'aimerais insister sur le point avec lequel le Commissaire débutait à l'instant, point qu'Herman Van Rompuy, et Mario dans une certaine mesure, ont traité. Nous vivons dans un environnement médiatique qui se montre très critique à l'égard de l'Union européenne et qui insiste trop, ce qui est normal pour des médias, sur les éléments critiques et les éléments de crise, en mélangeant souvent leurs désirs à la réalité.

Deux points me frappent particulièrement ici. En premier, dans le discours public hors Union européenne, nous assistons à une sous-estimation générale de la volonté politique de préserver l'Union européenne et de sauver l'euro. C'est un fait peu rapporté, en particulier quand on vit, comme c'est mon cas, dans un environnement médiatique anglo-saxon. Depuis cinq ans, on nous prédit la chute imminente de l'euro et nous voici cinq ans plus tard, l'euro est toujours là. Si vous regardez les deux dernières années – et des allusions y ont été faites – et que vous assemblez toutes mesures qui ont été prises, nous en sommes maintenant au quatrième sauvetage de la Grèce, qui vient d'être voté par le parlement allemand et qui fonctionne dans une certaine mesure ; il y a le nouveau rôle de la BCE ; la coopération des quatre présidents – le Quadriga ; les deux fonds de sauvetage qui ont été créés ; et le Pacte Budgétaire Européen. Mettons tout cela bout à bout, et on assiste à la réémergence d'un schéma historique de la Communauté Européenne. Quand il y a une crise, à la fin de la crise, les esprits sont concentrés et on avance. Nous ne sommes pas encore au bout du tunnel mais la Commission Européenne, la Communauté, toutes les institutions et l'Union européenne dans son ensemble vont dans la bonne direction. La perception publique de l'Union européenne ne prête pas assez attention à ce fait.

Deuxièmement, les difficultés domestiques des gouvernements sont souvent aussi sous-rapportées et sous-estimées. Dans une démocratie, les gouvernements doivent naturellement réconcilier la solidarité d'un côté avec les souhaits des électeurs, et c'est un problème auquel la Chancelière Merkel a dû faire face tout particulièrement. C'est par les compromis que l'on peut concilier la solidarité et les désirs des électeurs, le résultat étant souvent que ceux qui aident se trouvent critiqués parce qu'ils sont trop lents et pas assez généreux, par ceux-là mêmes qui sont responsables des problèmes au départ.

Arrêtons-nous un moment pour étudier la difficulté d'éliminer ces concessions en prenant l'exemple de l'Allemagne. La totalité de tous les engagements bilatéraux et multilatéraux de la République Fédérale d'Allemagne s'élèvent à présent à l'équivalent d'un budget fédéral. Est-ce que le Congrès des Etats-Unis ne ferait pas quelques remous si 3 billions de dollars étaient attribués au Mexique et à l'Amérique Centrale ? C'est une tâche fort difficile dans un contexte démocratique. Jusqu'à présent, la Chancelière Merkel s'en est bien sortie et a eu l'énorme chance d'avoir de facto une grande coalition dans laquelle l'opposition a, dans l'ensemble, soutenu le projet. Cependant, elle souhaite être réélue et doit donc avancer lentement, mais au final, elle va dans la bonne direction, même si c'est parfois avec un peu de retard et dans une trop petite mesure.

Deuxièmement, je veux insister sur le fait que l'Europe a besoin d'un débat stratégique sur les enjeux de sa sécurité et ses intérêts et quels moyens et actions elle doit mettre en œuvre. La stratégie de sécurité européenne a été votée en 2003, elle a donc presque 10 ans : il est temps d'avoir un nouveau débat, un débat qui force la classe politique et les différents publics, qui concentrent toute leur énergie sur l'euro, à penser au-delà de l'euro et à revenir à l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne, c'est-à-dire le développement de sa capacité à agir en politique extérieure et pour la sécurité. Dans ce domaine, je recommande fortement la lecture du rapport écrit par Hubert Védrine à la requête du Président Hollande qui contient de nombreuses informations sur le sujet et le résume de façon excellente.

J'aimerais ajouter deux considérations qui pourraient animer le débat stratégique. La première, à laquelle il a été déjà été fait référence, est le rééquilibrage de la politique américaine vers le Pacifique asiatique, qui se produit depuis quelque temps déjà. Cela ne signifie pas forcément déjà le redéploiement de forces militaires, mais on y arrivera dans une certaine mesure. Cela montre, en association avec des limitations toujours plus grandes liées aux circonstances intérieures, que les Etats-Unis ne peuvent pas être considérés comme acquis en cas de crise affectant les intérêts européens. L'Amérique tentera toujours de soutenir et d'aider les Européens mais en termes de moyens – et je pense que la crise libyenne aurait dû servir de révélateur et peut être un modèle pour les futurs comportements – il y aura des moments où les Européens devront agir par eux-mêmes et produire les moyens qui sont insuffisants à l'heure actuelle.

Deuxièmement, en termes géopolitiques, l'Europe est voisine d'un arc de changement et de crise en Afrique du Nord et au Moyen-Orient avec une guerre civile en cours, un risque de prolifération et la possibilité d'une guerre internationale. C'est un arc qui s'étend au travers du Pakistan vers l'Asie et là encore, la possibilité d'un conflit est réelle. Je suis d'avis que, tout comme à la fin du XIXe siècle et au début du XXe en Europe, nous avons là la combinaison fatale de puissances économiques émergentes, course à l'armement, disputes territoriales, montée du chauvinisme et méfiance historique qui était à l'origine du conflit en Europe, ainsi que l'absence d'institutions pour gérer ce conflit. Je pense qu'un jour va arriver où les Européens ne pourront plus se permettre de se concentrer uniquement sur une stratégie commerciale confortable avec l'Asie mais devront faire face à la question de leur position dans de potentiels futurs conflits.

Enfin, je pense – et j'espère qu'Hubert Védrine s'exprimera davantage sur ce sujet – que l'Europe doit reprendre ses efforts pour se doter d'une force de défense commune. Les coupes budgétaires sont là, elles sont réelles et elles montrent les limites. La crise libyenne a montré les limites de la capacité des Européens à agir d'un point de vue politique ainsi que leurs moyens militaires d'équipements et d'intervention. C'est un des domaines majeurs dans lesquels les Européens doivent agir et ils se sont concentrés sur la mise en commun et le partage. Est-ce que tous les membres doivent avoir les mêmes niveaux de systèmes et de services ? La réponse est bien sûr non. Ils doivent mettre en commun et partager, mais jusqu'à présent tous ces efforts se sont heurtés aux mêmes problèmes, c'est-à-dire la souveraineté nationale et la crainte que la mise en commun crée une interdépendance entre des pays aux intérêts et stratégies culturelles différents. Il faut donc un effort majeur pour créer les conditions pour des systèmes communs – et je pense toujours que les pionniers doivent être le Royaume-Uni et la France, ainsi que la France et l'Allemagne – qui garantissent que les pays peuvent agir même quand il y a des structures conjointes et que l'autre pays ne s'implique pas.

Enfin dans ce contexte, je pense que Mario Monti a adressé ce point dans sa réponse à ma question mais je souhaite le renforcer. Si on pense en termes de capacité de l'Europe à agir pour la sécurité, nous avons besoin de la Grande-Bretagne, même si l'on met au point des arrangements dans les années à venir dans lesquels il y a des différences entre la Grande-Bretagne et le reste de la Communauté dans d'autres domaines. Dans ce contexte – et pour revenir à la question d'António – je pense que l'Allemagne a une responsabilité toute particulière. Jusqu'à présent, la Chancelière – et en ça l'opposition et la grande coalition la soutiennent pleinement – veut la Grande-Bretagne mais pas à n'importe quel prix. Comme nous le savons tous, les compromis sont une conséquence inévitable de la solidarité. Ainsi que l'a dit Mario, nous ne pouvons continuer comme nous l'avons fait jusqu'à présent. La Chancelière Merkel est prête à être impopulaire sur ce sujet en faisant beaucoup de compromis, mais nous avançons dans la bonne direction. Il me semble que l'Union européenne, avec l'aide de Mme Merkel dans une certaine mesure, adopte lentement toutes les mesures et institutions qui mèneront finalement à une résolution de la crise.